

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS

2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION



COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

TABLE DES MATIÈRES

1. Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2014-2015 :
 - a) les endroits et dates du départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, fonctionnaires concernés et des autres participants ;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - a. les détails de ces ententes;
 - b. les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant ainsi que le nombre d'emplois estimés.
2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels **au Québec** et dirigeants d'organismes pour chacune des années financières 2014-2015 :
 - a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - b) les coûts ventilés;
 - c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
 - d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :
 - a) la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2014-2015 et les prévisions 2015-2016
 - b) les noms des firmes de publicité retenues;
 - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
 - e) le but visé par chaque dépense;
 - f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
 - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016 ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total d'événements ventilé par type d'événement;

Par une firme externe :

- d) les sommes dépensées 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016 ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);

- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
 - h) le but visé par chaque dépense;
- le nombre total et liste d'événements ventilés par type d'événement

5. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016 ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense
- c) nombre total et liste des formations ventilées par catégorie;

Organisée par une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu ;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste de formations ventilées par type d'événement.

6. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015 et en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total et les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

8. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

9. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

10. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2014-2015 en indiquant pour chaque contrat :
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le coût;
 - d) l'échéancier;
 - e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015 :
- a) le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère;
 - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
 - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
 - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
 - e) une description de son mandat;
 - f) la date de début de son contrat;
 - g) la date prévue de fin de son contrat;
sa rémunération annuelle.
12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :
- a) le nom du projet;
 - b) la nature du projet;
 - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
 - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
 - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
 - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
 - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
 - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
 - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ;
 - k) le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
 - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige *la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.
13. Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :
- a) la photocopie;
 - b) le mobilier de bureau;
 - c) l'ameublement;
 - d) la décoration et l'embellissement ;
 - e) le distributeur d'eau de source ;
 - f) le remboursement des frais de transport;
 - g) le remboursement des frais d'hébergement;

- h) le remboursement des frais de repas;
 - i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
 - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. au Québec,
 - II. à l'extérieur du Québec.
14. Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 de chacune des dépenses suivantes :
- a) le nombre de téléphones cellulaires, (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
 - b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
 - c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
 - d) les coûts d'acquisition des appareils;
 - e) le coût d'utilisation des appareils;
 - f) le coût des contrats téléphoniques;
 - g) les noms des fournisseurs;
 - h) le nombre de minutes utilisées;
 - i) les ordinateurs portables;
 - j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
 - k) le coût des frais d'itinérance;
 - l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.
- 15.
- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) ; 35 ans et plus .
 - b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
 - c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
 - d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégorie d'emploi.
 - e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.).
 - Le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
 - f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-

2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée.
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-

2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.

- p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilés par raisons du départ.
- 16.**
- a) Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2013-2014 et en 2014-2015, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
 - b) Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent *Plan de gestion des ressources humaines*;
 - c) Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2015-2016 et 2016-2017.
 - d) Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
- 17.** Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2014-2015 en indiquant pour chacun d'eux :
- a) l'emplacement de la location;
 - b) la superficie totale pour chaque local loué;
 - c) la superficie totale réellement occupée;
 - d) la superficie inoccupée;
 - e) le coût de location au mètre carré;
 - f) le coût total de ladite location;
 - g) le coût d'aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - h) la durée du bail;
 - i) le propriétaire de l'espace loué;
 - j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
- 18.** Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la Direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour 2014-2015, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :
- a) la ou les dates des travaux;
 - b) les coûts;
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
- 19.** Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2014-2015, en indiquant pour chaque individu :
- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ;
 - b) le titre de la fonction;
 - c) l'adresse du port d'attache;
 - d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - e) la prime de départ versée, le cas échéant;
 - f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
 - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - h) la description de tâches;
 - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2014-2015;
 - j) le nombre total d'employés au cabinet;
 - k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;
 - l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour

- la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.*
20. Liste des sommes d'argent versées en 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - b) la circonscription électorale;
 - c) le montant attribué;
 - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
21. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
 - e) la date de l'assignation hors structure;
 - f) la date de la fin de l'assignation s'il y a lieu.
22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :
- a) le poste initial;
 - b) le salaire;
 - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
 - d) la date de la mise en disponibilité;
 - e) les prévisions pour 2015-2016.
23. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2014-2015, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en ventilant :
- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
 - b) prévisions pour 2015-2016;
 - c) par catégorie d'âge.
24. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :
- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale;
 - e) l'assignation actuelle;
 - f) la date de l'assignation hors structure ;
 - g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
25. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, en 2014-2015, en précisant pour chaque abonnement :
- a) coût de chacun;
 - b) le fournisseur
 - c) la nature du service
- Ventiler le montant total par catégories.

26. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
27. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :
- a) le nom du site Web;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - c) les coûts de construction du site;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »);
 - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
 - h) le responsable du contenu sur le site.
28. Nominations, depuis le 1^{er} avril 2014, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :
- a) la liste;
 - b) le nom de la personne;
 - c) les mandats de chacune de ces personnes;
 - d) les contrats octroyés pour chaque mandat;
 - e) le résultat du travail effectué;
 - f) les échéances prévues;
 - g) les sommes impliquées.
29. Pour 2014-2015, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.
30. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 :
- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
 - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - c) le nombre total de demandes reçues;
 - d) le nombre total de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
 - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
 - g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.
31. La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2014-2015 :
- a) le coût (déplacements, etc.);
 - b) le nombre de ressources affectées;
 - c) le nombre de rencontres;
 - d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
32. La liste des ententes et leur nature, signées en 2014-2015 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
33. Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016.

34. Tel que le mentionne la *Politique de financement des services publics*, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2015-2016.
35. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2014-2015 et les prévisions 2015-2016.
36. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les prévisions 2015-2016 et 2016-2017, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
37. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.): le montant total des primes au rendement et des bonis.
38. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.): le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
39. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2014-2015, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
40. Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :
 - a) fournir la liste des noms, des fonctions précédents occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
41. Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement? Pour chaque personne :
 - a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés;
 - c) boni ou prime relié au déplacement de la fonction.
42. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
43. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

44. Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2014-2015 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2015-2016. Pour chacun de ces programmes existants en 2014-2015, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2015-2016, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
45. Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
46. Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord en 2014-2015 et prévisions pour 2015-2016.
47. Ventilation du budget du ministère consacré à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord pour 2014-2015 et prévisions pour 2015-2016.
48. Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format.

Si oui, fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
 - b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
 - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
 - d) le montant accordé;
 - e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
 - f) les motifs de la demande
 - g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
49. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 :
- a) la dépense totale (opération et capital);
 - b) les grands dossiers en cours;
 - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques.
 - d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
- 50.
- a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
 - b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.
51. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

52. Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :
- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
 - b) du chantier si la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
 - c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
 - d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2015-2016.

53. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2014-2015 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.
54. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 en indiquant pour chacun :
- a) le sujet;
 - b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
 - c) les coûts reliés à sa réalisation;
 - d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

de fiche : RG1

- Liste des voyages **hors Québec** pour l’année financière 2014-2015 :
- a) les endroits et dates du départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d’hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, fonctionnaires concernés et des autres participants;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - a. les détails de ces ententes;
 - b. les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant ainsi que le nombre d’emplois estimé.

1 voyage à Ottawa
Collège Canadien de Police
formation « Utilisation de l’Internet comme outil de renseignement ».

Départ : 9 novembre 2014
Retour : 14 novembre 2014
Total : 1 319.08 \$

1 voyage à Halifax
Rencontre : Conseil canadien des directeurs de l’apprentissage (CCDA)

Départ : 26 novembre 2014
Retour : 28 novembre 2014
Total : 1 401.58 \$

1 voyage à Orlando
The Gartner Business Intelligence & Analytics Summit
Inscription au congrès sans frais, car incluse dans le contrat avec Gartner

Départ : 5 octobre 2014
Retour : 10 octobre 2014
Total : 2 807.08 \$

1 voyage à Kelowna
Pension Investment Association of Canada

Départ : 1 octobre 2014
Retour : 3 octobre 2014
Total : 2 827.77 \$

2 voyages à Toronto
Congrès Canadien de l’ACFE (Association of Fraud Examiner)

Départ : 6 septembre 2015
Retour : 10 septembre 2015

Total : 5 099.26 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

de fiche : RG2

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels **au Québec** et dirigeants d’organismes pour 2014-2015 :

- a) l’itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d’hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Aucun déplacement en avion ou en hélicoptère pour madame Diane Lemieux, présidente-directrice générale.

Date départ	Date d’arrivée	Frais transport	Frais de voyage
		0	0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

de fiche : RG3

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :
a) la ventilation des sommes dépensées pour l’exercice financier 2014-2015 et les prévisions 2015-2016
b) les noms des firmes de publicité retenues;
c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
e) le but visé par chaque dépense;
f) dans le cas d’une commandite, la raison et le nom de l’organisme bénéficiaire;
g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Fournisseur	Publicité 2014	Détails
ACQ	3 000,00 \$	Répertoire 2014
ACQ - Région Montréal	9 000,00 \$	Publicité revue Construire - 1 page couleur - 3 parutions
ACQ - Région Montréal	1 782,11 \$	Publicité - Calendrier 2014
APCHQ - Région Montérégie	3 449,25 \$	Agenda répertoire 2014 - Publicité 1/2 onglet
APCHQ - Région Montréal	4 845,00 \$	Publicité - Revue Québec Habitation - 1 page couleur - 2 parutions
APECQ	895,00 \$	Calendrier 2014
CEMEQ	15 809,06 \$	Publicité sur les guides et sur le site internet www.cemeq.qc.ca (1ère année)
CMEQ	6 000,00 \$	Publicité Informel - 2014 - 12 parutions
CMEQ	7 588,36 \$	Publicité Électricité Québec - 2 parutions
CMEQ	3 900,00 \$	Répertoire 2014
CMMTQ	8 380,00 \$	1 page couleur - Édition spéciale 65e anniversaire - Magazine Inter-mécanique du bâtiment (IMB) - 3 parutions
Corporation Sun Média	4 542,57 \$	Points de service itinérants à travers le Québec durant l'année
Corporation Sun Média	7 200,31 \$	Inscription au cours de connaissance générale de l'industrie de la construction - Journal de Montréal
Corporation Sun Média	2 949,11 \$	Inscription au cours de connaissance générale de l'industrie de la construction - Journal de Québec
GordonGroup	4 152,75 \$	Magazine Option Carrières
Indiana Marketing	3 385,46 \$	1/2 page couleur dans le répertoire 2014 de la communauté autochtone
Jobboom	13 421,00 \$	Publicité dans la page Carrière d'avenir, dans le cahier Éducation et formation et dans le dossier de la construction

Fournisseur	Publicité 2014	Détails
Journal Constructo	3 414,76 \$	Journal Constructo - 1/2 page couleur x 2
Les Éditions Pôle-Position inc.	4 020,00 \$	Publicité pleine page édition - Les Bâtisseurs de la Montérégie - 3 parutions
Magazine Constas	2 247,76 \$	Le Journal de l'Habitation - Page 4 couleurs Magazine Constas
Magazine Formes	12 934,68 \$	Publicité 1 page 4 couleurs dans le magazine Formes - 3 parutions
Médias Transcontinental	27 165,49 \$	Points de service itinérants à travers le Québec durant l'année
Médias Transcontinental	4 271,32 \$	Annonce 1 page, 4 couleurs dans le journal Les leaders de la construction
Médias Transcontinental	2 017,81 \$	Annonce 4 couleurs dans le magazine Constas
Médias Transcontinental S.E.N.C.	16 096,52 \$	Portail Voir Vert - Partenaire Platine pour l'année 2013-2014
Radio CIPC	1 640,00 \$	Message radio aux employeurs et travailleurs de la construction - rencontre Côte-Nord
RECQ	1 400,00 \$	Annuaire 2014
Solutions d'affaires 411	459,84 \$	Annonce dans www.affaires411.ca, Annuaire en ligne
Versants du Mont Bruno	5 600,00 \$	1 page couleur - Placement publicitaire - Relève (Magazine Mode d'emploi)

Fournisseur	Commandite 2014	Détails
AAPI	1 000,00 \$	Partenaire au Congrès AAPI - 22e édition (Hôtel Château Laurier, Québec) les 16 et 17 avril 2014
ACQ - Provincial	15 000,00 \$	Congrès 2014 - 2 au 4 octobre 14 au Château Frontenac - Partenaire majeur
ACQ - Région Québec	1 000,00 \$	Commandite - Journée de la construction /Congrès-expositions à Lévis le 11 avril 2014
ACRGTO	10 000,00 \$	Partenaire au Congrès ACRGTO - 70e édition - Hôtel Hilton Québec du 21 au 24 janvier 2014
APCHQ	8 814,00 \$	53e congrès provincial de l'APCHQ - Partenaire majeur
APECQ	2 500,00 \$	Gala Prix Excellence le 13 mars 2014
AQISEP	8 000,00 \$	Colloque sur l'approche orientante 2015 - Partenariat
AQISEP	4 000,00 \$	Partenariat Congrès 2014-2015 - Octobre 2014
ARCCQ	2 000,00 \$	Soutien financier à l'ARCCQ
Bourses	6 000,00 \$	Bourses attribuées des étudiants méritants pour leur participation (témoignages) au journal "De l'école au chantier" pour faire la promotion de la relève
C.E.M.E.Q.	14 508,36 \$	Partenariat financier pour visibilité sur les guides et sur le site www.cemeq.qc.ca pour les formations en construction
CDFM Huron-Wendat	350,00 \$	Bourse remise à une étudiante d'excellence : relève féminine
CEGQ	3 500,00 \$	17e Congrès annuel (atelier Carnet référence construction) à Québec du 26 au 28 février 2014 - Partenaire majeur
CIAFT	20 000,00 \$	Soutien financier à la coordination de la Coalition québécoise pour les femmes dans l'industrie de la construction

Fournisseur	Commandite 2014	Détails
Club Social l'Amical (CCQ)	2 000,00 \$	Soutien financier pour les activités 2014
CMEQ	10 000,00 \$	Congrès CMEQ
CMMTQ	12 500,00 \$	65e Anniversaire de la CMMTQ + Gala Maestria
Commission des normes du travail	5 275,00 \$	Commandite Or de la journée thématique sur les 10 ans du harcèlement psychologique de la CNT
Commission scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup	400,00 \$	Bourse remise à un élève lors du Méritas 2013-2014 - CFP Pavillon-de-l'Avenir
Concours Chapeau les filles!	9 000,00 \$	Participation incluant une remise de 2 bourses de 2 000 \$ chacune
Conseil des arts de Montréal - TOHU	1 440,00 \$	Forfait Cabrioles - 28 février 2014. Soirée bénéfice 10e anniversaire de la TOHU
CPE Jardin de la relève	50,00 \$	Soutien financier pour une activité de reconnaissance
École professionnelle de St-Hyacinthe	250,00 \$	Bourse attribuée à un étudiant d'excellence - programme électricité
Festival des Bâisseurs	12 000,00 \$	Commandite pour l'évènement Festival des Bâisseurs - Lac Leamy les 14 et 15 juin 2014
ICÉA	20 000,00 \$	Contribution à la Semaine québécoise des adultes en formation (SQAF) du 29 mars au 6 avril 2014
Karine Hunt	350,00 \$	Bourse d'entrepreneur - APCHQ - Montérégie-Suroît
Option Femmes Emploi	10 000,00 \$	1ère contribution - Soutien financier pour projet de mobilisation 10 000 \$ /année x 3 ans
Orchestre symphonique des jeunes de Montréal	200,00 \$	Don pour l'OSJM
Portail Voir vert	36 930,35 \$	Partenaire financier (Platine) pour le portail Voir vert de Constructo
Qualité Habitation 2014	5 000,00 \$	Gala Habitation: du 18 au 25 octobre 2014 - Partenariat financier
Université de Montréal	2 000,00 \$	Partenariat financier - Colloque Prévention et détection du crime économique 10 octobre 2014

Nom du fournisseur	Type de service pour 2014	Total
Estampe Panco	Articles promotionnels	2 764,51 \$
Groupe Trium	Articles promotionnels	11 142,42 \$
Odyssée 2001	Articles promotionnels	218,19 \$
PDI Solutions d'imprimerie intégrée	Articles promotionnels	131,89 \$
Publicité JL	Articles promotionnels	18 771,16 \$

Articles promotionnels destinés aux activités tels que salons Expo Habitat, Salons éducation et emploi, Olympiades, écoles primaires et secondaires.

Communiqués de presse en 2014	
CNW Telbec	2 744,50 \$

SOURCE : Commission de la construction du Québec
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG4

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total d'événements, ventilés par type d'événement;

Par une firme externe :

- d) les sommes dépensées 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilés par type d'événement.

Veuillez répondre pour **2014-2015**

En 2014, dans le cadre de la *Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics*, il y a eu l'inauguration de la sculpture du siège social, les 29, 30 et 31 mai : « L'objet construit ou la concordance des gestes unifiés ».

Trois événements distincts :

1. Événement de presse et invités de marque
2. Événement pour le personnel de la CCQ
3. Événement avec les voisins corporatifs et résidentiels du siège social

Total des frais : 11 079 \$

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG5

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016 ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense
- c) nombre total et liste des formations ventilées par catégorie;

Organisée par une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu ;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste de formations ventilées par type d'événement.

2014 : une seule formation :

Amélioration de la compétence de communication écrite : 432,32 \$

Société québécoise des professionnels en relations publiques

2015 : Aucune formation prévue en communication

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG6

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées

Aucune dépense en formation de communication pour 2014.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 10 avril 2015

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015 et en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

La Loi sur les contrats des organismes publics ne s'appliquait pas à la Commission de la construction du Québec pour la période visée.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG8

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

La Loi sur les contrats des organismes publics ne s'appliquait pas à la Commission de la construction du Québec pour la période visée.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG9

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

L'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* ne s'appliquait pas à la Commission de la construction du Québec pour la période visée.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

de fiche : RG10

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2014-2015 en indiquant pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l’échéancier;
- e) dans le cas d’un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Sans objet

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG11

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015 :

- a) le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec. www.seao.ca.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

De fiche : RG12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l’année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d’un organisme, d’une société ou d’une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l’échéancier initial (et revu s’il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l’ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu’à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l’estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu’à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d’octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu’à ce jour ;
- j) le nombre d’employés (ETC) affectés à ce projet ;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d’un organisme, d’une société ou d’une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l’organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l’étude d’opportunité évaluant les possibilités qu’offre le logiciel libre a été réalisée, comme l’exige la *Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.

Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2014			
Nom	Nature	Statut	Coûts 2014
Carnet de référence construction	Service de référence de main-d’œuvre dans l’industrie de la construction.	En cours	630 493 \$
Déboursé rentier via dépôt direct	Administration du déboursé rentier et forfaitaire utilisant le dépôt direct centralisé	Complété	400 571\$
SIR	Remplacement du système Admin 2000 (Gestion des prestations de retraite et de décès des employés de l’industrie de la construction)	Complété	2 370 392\$
Visioconférence	Système de visioconférence dans les bureaux régionaux et siège social	Complété	407 888\$
Système d’enregistrement des appels de la direction – service à la clientèle	Système d’enregistrement des appels traités par les différents préposés du service à la clientèle dans le but d’améliorer le niveau de service.	Complété	295 438\$
Remplacement de l’ordinateur central	Acquisition d’un nouvel ordinateur central pour améliorer la disponibilité et la performance	Complété	1 763 000\$
Entrepôt de données TI	Acquisition et implantation des outils qui permettront de mettre en place la fondation de l’entrepôt de données	En cours	568 883\$
Entrepôt de données pour Actuaires	Permettre d’analyser et de concilier des données des participants et des déboursés pour les évaluations actuarielles annuelles	En cours	260 653\$
Les coûts représentent les efforts TI			
*La Commission de la construction du Québec n’est pas soumise à la <i>Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics</i> .			

Concernant la valeur estimée des contrats, les informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec, <https://www.seao.ca/>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

de fiche : RG13

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l’autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l’ameublement;
- d) la décoration et l’embellissement ;
- e) le distributeur d’eau de source ;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d’hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d’alcool et de fêtes;
- j) l’ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. au Québec,
 - II. à l’extérieur du Québec.

Direction générale de la CCQ
1^{er} janvier au 31 décembre 2014

Remboursement de frais de transport	5 495.75 \$
Remboursement des frais d’hébergement	2 773.00 \$
Remboursement des frais de repas	770.13 \$

Remboursement pour photocopie, plantes, machine à café :
impossible d’isoler les coûts pour la Direction générale

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

De fiche : RG14

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 de chacune des dépenses suivantes :

- a) le nombre de téléphones cellulaires, (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance;
- l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014

- **Le nombre de téléphones cellulaires, "Blackberry", iPhone ou autres types de téléphones intelligents utilisés**
359
- **Le nombre de téléavertisseurs utilisés**
0
- **Les coûts d'acquisition des appareils (contrat de 3 ans)**
Blackberry : coût moyen de 60 \$
Cellulaires : 0 \$.
- **Le coût d'utilisation des appareils; (contrat de 3 ans)**
Blackberry = 44,00 \$/Mois
Cellulaire = 20,00 \$/Mois
- **Le nom du fournisseur**
BELL Mobilité
- **Le nombre de minutes utilisées pour la période 2014**
720 380 minutes d'utilisation
- **Le nombre d'ordinateurs portables, le nombre de de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres)**
1 356
- **le coût des frais d'itinérance**
2,969.77 \$
- **les coûts de résiliation, s'il y a lieu**
1,960.00 \$

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG15

- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) ; 35 ans et plus .
- b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégorie d'emploi.
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.).
 - Le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée.
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme

relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.
- p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilés par raisons du départ.

Le personnel de la CCQ n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*. (Voir en annexe l'extrait de notre *Rapport annuel de gestion 2014*)

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG15

Annexe

Répartition des effectifs permanents au 31 décembre 2014

EFFECTIFS 2014	ACTIFS
Direction générale	39
Vice-présidence au service à la clientèle et au développement	125
VP	3
Recherche et documentation	12
Communications	11
Service à la clientèle	12
Centre d'appels - Montréal	38
Centre d'appels - Québec	38
Bureau de projets	2
Unité performance organisationnelle et planification stratégique	4
Unité diversité de la main-d'œuvre et développement	5
Vice-présidence aux Opérations	408
VP	3
Coordination stratégique des opérations	23
Opérations tactiques - Montréal	32
Opérations tactiques - Québec	7
Opérations Ouest du Québec	5
Montréal	157
Abitibi-Témiscamingue	13
Mauricie-Bois-Francis	20
Outaouais	23
Opérations Est du Québec	5
Québec	46
Saguenay - Lac Saint-Jean	20
Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	19
Estrie	19
Côte-Nord	16
Vice-présidence aux services aux partenaires	231
VP	2
Formation professionnelle	56
Gestion de la main-d'œuvre	33
Avantages sociaux	140
Vice-présidence aux ressources et aux finances	186
VP	2
Ressources financières	68
Ressources informatiques	96
Ressources matérielles	20
Vice-présidence aux affaires juridiques et secrétariat général	38
VP	3
Application des conventions collectives	8
Services juridiques	21
Unité des enquêtes spéciales	6
TOTAL	1 027

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

de fiche : RG15

Indicateurs de gestion des ressources humaines au 31 décembre 2014

Indicateur		2014		2013	
Ressources humaines					
Répartition des effectifs par type et par catégorie d'emploi au 31 décembre	– Permanents		1 027		1 004
	– Temporaires		53		74
	– Cadres et membres de la direction	124	11 %	122	11 %
	– Professionnels non syndiqués	61	6 %	71	7 %
	– Professionnels syndiqués	154	14 %	148	14 %
	– Personnel administratif	741	69 %	737	68 %
	– Hommes	319	30 %	322	30 %
	– Femmes	761	70 %	756	70 %
Répartition des effectifs par groupe d'âge au 31 décembre	– Moins de 20 ans	0	0	0	0
	– 20-29 ans	109	10 %	120	11 %
	– 30-39 ans	362	34 %	353	33 %
	– 40-49 ans	308	28 %	313	29 %
	– 50-59 ans	269	25 %	262	24 %
	– plus de 60 ans	32	3 %	30	3 %
Taux de roulement	Nombre de départs volontaires / Nombre de postes permanents au 31 décembre	2,24 % (départs volontaires 6,62 % (départs volontaires inclus retraites)		2,19 % (départs volontaires) 4,28 % (départs volontaires / inclus retraites)	
	Nombre d'embauche de nouvelles ressources	66 permanents + 47 temporaires = 113		79 permanents + 131 temporaires = 210	
	Nombre de congédiement pour actes frauduleux	4		3	
Formation	Investissement en matière de formation par rapport à la masse salariale (en %)	3 %		3 %	
Nombre de jours de formation (7 heures par jour)	Formation globale	4 980		5 660	
Ressources budgétaires et financières					
Dépenses pour la formation et le développement du personnel	– Dépenses totales en formation par employé	2 077 \$		2 077 \$	
	– Dépenses de formation interne par employé	891 \$		943 \$	

Mouvement de personnel et taux de roulement

La CCQ a embauché 113 nouveaux employés en 2014 et a enregistré 383 mouvements de personnel à l’interne afin de pourvoir des postes laissés vacants en raison de promotions, de départs, de retraites, de maladies de longue durée et de congés de maternité, et combler ceux liés à l’aide gouvernementale.

Quant au taux de roulement qui évalue le nombre de départs volontaires par rapport au nombre de postes permanents, il était de 2,24 % en 2014, comparativement à un taux de 2,19 % en 2013.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG16

- a) Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2013-2014 et en 2014-2015, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
- b) Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent *Plan de gestion des ressources humaines*;
- c) Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de départs nombre de départs à la retraite prévus pour 2015-2016 et 2016-2017 et les indemnités de retraite qui seront versées.
- d) Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

- a) Le nombre de départs à la retraite pour 2014 : 42
Le nombre de départs à la retraite au 1^{er} avril 2015 : 4
- b) 18 des retraités de 2013 à 2014 ont été remplacés.
- c) Au 1^{er} avril 2015, les départs à la retraite connus sont de 6 et 49 participants sont admissibles à une retraite sans réduction pour le reste de 2015/2016 et de 17 pour 2016/2017.
- d) Le nombre de retraités de la fonction publique à contrat : aucun

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 10 avril 2015

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2014-2015 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) le coût d'aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail ;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Voir document en annexe.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 10 avril 2015

Commission de la construction du Québec

Étude des crédits 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG17

RÉSUMÉ BAUX 2014-15 CCQ					
Emplacement	Propriétaire	Durée du bail	Superficie Totale*	Loyer annuel	Aménagement
Rimouski 188 rue des Gouverneurs	GESTION DIANE OUELLET	5 ans du 1 ^{er} février 2011 au 31 janvier 2016	399,9 m ²	Loyer annuel : 86 186\$/an	0 \$
Saguenay 1 299 des Champs Élysées	CIDIC LTÉE	5 ans du 1 ^{er} septembre 2011 au 31 août 2016	415,6 m ²	Loyer annuel : 83 803\$/an	0 \$
Mauricie 125 rue des Forges, suite 500	INVESTISSEMENTS OLYMBEC LTÉE	5 ans du 1 ^{er} juillet 2012 au 30 juin 2017	518,2 m ²	Loyer annuel 103 918\$/an	0 \$
Montréal 1100 Crémazie	MC PROPERTIES Local 300, 300A et 400	2 ans du 1 ^{er} juillet 2014 au 30 juin 2016	1836.41 m ²	Loyer annuel : 510 779\$/an	0 \$
Gatineau 225 Montée Paiement	LES ENTREPRISES P. BONHOMME LTÉE	Option 5 ans du 1 ^{er} juin 2011 au 31 mai 2016	451 m ²	Loyer annuel : 95 886\$/an	34 008 \$
Sept-Îles 598 Boul. Laure, bureau 112	GESTION MAJICOR ENR.	5 ans du 1 ^{er} octobre 2014 au 30 septembre 2019	451 m ²	Loyer annuel : 83 732\$/an	0 \$

- La superficie totale du local est égale à la superficie réellement occupée. Il n'y a donc pas de superficie inoccupée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG18

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la Direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour 2014-2015, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Pour l'année financière 2014-2015, il n'y a pas eu de travaux effectués dans ces locaux.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

de fiche : RG19

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l’année 2014-2015, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l’entrée en fonction et la date de départ;
- b) le titre de la fonction;
- c) l’adresse du port d’attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2014-2015;
- j) le nombre total d’employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;
- l) le nom des employés bénéficiant d’un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s’il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l’éthique relativement à l’exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d’exercice de certaines fonctions pour l’État*.

Sans objet

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

de fiche : RG20

Liste des sommes d’argent versées en 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l’organisme, en indiquant :

- a) le nom de l’organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l’organisme.

La Commission de la construction du Québec n’a pas de budget discrétionnaire.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG21

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation s'il y a lieu.
--

Sans objet

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG22

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2015-2016.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG23

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2014-2015, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) prévisions pour 2015-2016;
- c) par catégorie d'âge.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

de fiche : RG24

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d’autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l’organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l’assignation initiale;
- e) l’assignation actuelle;
- f) la date de l’assignation hors structure ;
- g) la date de la fin de l’assignation (s’il y a lieu).

Sans objet

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG25

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, en 2014-2015, en précisant pour chaque abonnement :

- a) coût de chacun;
- b) le fournisseur
- c) la nature du service

Ventiler le montant total par catégories.

Liste des abonnements pour 2014-2015
Liste des abonnements des bibliothèques de la Commission de la construction du Québec

Abonnements à des documents en version imprimée

Titre / ISSN / Publication				
	N° abonnement	Exemplaire(s)	Date de début	Date de fin
	Fournisseur			Prix payé
Accès à l'information : loi annotée : jurisprudence, analyse et commentaires (Mise à jour) / Cowansville, Québec : Éditions Yvon Blais				
	192402	1	01/01/2015	31/12/2015
	Éditions Yvon Blais			298.00 \$
L'actualité. -- / 03838714 / Montréal : Maclean-Hunter, 1976-				
	191088	1	01/08/2014	31/07/2015
	Les Éditions Rogers Limitée			44.79 \$
Architectural record. -- / 0003858X / New York : McGraw-Hill				
	191153	1	01/09/2014	31/08/2015
	McGraw Hill Inc.			139.98 \$
L'avantage. -- / Rimouski [Québec] : L'avantage, 1998-				
	191147	1	28/05/2014	28/05/2015
	L'avantage journal			120.72 \$
Benefits and pensions monitor. -- / 11910763 / North York, Ont. : Powershift Communications inc., 1991-				
	190903	1	30/04/2014	29/04/2015
	Powersshift Communications Inc. c/o D.B. McKerchar			157.50 \$
Benefits Canada. -- / 07037732 / Toronto : Maclean-Hunter, 1977-				
	191633	1	16/10/2014	15/10/2015
	Les Éditions Rogers Limitée			127.62 \$
Les cahiers de droit. -- / 0007974X / Québec : Université Laval, Faculté de droit, 1954-				
	192991	1	01/01/2015	31/12/2015

	Université Laval Service des finances			65.73 \$
Canadian construction labour and employment law / Stephen A. McArthur ... [et al.]. -- / Markham, Ont. : LexisNexis Canada, 1997-				
	192373	1	01/01/2015	31/12/2015
	LexisNexis Canada Inc.			1,079.05 \$
Canadian property management : Canada's premier mangazine for building owners and managers. -- / 08343357 / Toronto : [R.K. Communications, c1986-]				
	192633	1	10/02/2015	10/02/2016
	Media Edge Communications Inc.			67.80 \$
Code civil Québec = Québec Civil Code (mise à jour)				
	192181	9	01/01/2015	30/12/2015
	Wilson & Lafleur Ltée			1,261.62 \$
Code criminel : L.R.C. (1985), ch. C-46 et lois connexes = Criminal code : R.S.C., 1985, c. C-46 and related statutes / textes préparés par Le Centre de documentation juridique du Québec. -- / Montréal : Wilson & LaFleur, c1990- .				
	192184	2	01/01/2015	31/12/2015
	Wilson & Lafleur Ltée			139.66 \$
Code de procédure civile du Québec (mise à jour éd. 2003-)				
	192182	8	01/01/2015	31/12/2015
	Wilson & Lafleur Ltée			558.64 \$
Code de procédure pénale annoté et jurisprudence / réalisation de la table alphabétique et analytique du Code et collaboration au service de mise à jour, Me Jean-François Bouvette ; supervision et coordination, Directeur de la recherche et du développement. -- / Farnham, Québec : Éditions juridiques FD, 1994-				
	192427	1	01/12/2014	30/11/2015
	Éditions FD			131.25 \$
Compagnon du Devoir. -- / 12401730 / Paris Association ouvrière des Compagnons du Devoir et du Tour de France 1993-				
	192043	1	01/01/2015	31/12/2015
	EBSCO Canada Ltd contact: Dorothy Medynski Pour facturation: Joy Benefield Patron : Fabien Verdier			154.56 \$
Concrete construction. -- / 15337316 10515526 / Addison, Ill. : Aberdeen Group, c1999-				
	191531	1	01/11/2014	31/10/2015
	Concrete Construction			39.00 \$
Le congédiement en droit québécois : en matière de contrat individuel de travail / Georges Audet, Robert Bonhomme, Clément Gascon ; avec la participation additionnelle de Chantal Lamarche, Laurent Lesage. -- / Cowansville, Québec : Y. Blais, c1991- .				
	192416	1	01/01/2015	31/12/2015
	Éditions Yvon Blais			385.10 \$
Constructo. -- / 1711005X 00472115 / Saint-Laurent, Québec : Groupe Constructo, 2001-				
	192990	1	04/05/2015	03/05/2016
	Groupe Constructo			1,118.85 \$
Contrats des organismes publics québécois / Comité de rédaction, Pierre Giroux ... [et al.]. -- / Farnham, Québec : Les Publications CCH/FM, 1988-				
	191581	1	01/10/2014	01/10/2015
	Publications CCH Ltée			1,329.30 \$

Le contrôle judiciaire de l'action gouvernementale / Comité de rédaction, Denis Lemieux et les rédacteurs des Publications CCH/FM Ltée. -- / Farnham, Québec : Les Publications CCH/FM, c1986-				
	192750	1	01/03/2015	01/03/2016
	CCH Canadian Limited			1,177.05 \$
CPA magazine. -- / 14904225 / Toronto : Comptables professionnels agréés du Canada, c2014-				
	193071	1	03/03/2015	03/03/2016
	Comptables professionnels agréés du Canada			72.72 \$
Le Devoir. -- / 03190722 / Montréal : Populaire, 1910-				
	192299	1	06/01/2015	03/01/2016
	Le Devoir			298.90 \$
Le droit transitoire : sources annotées (Mise à jour) / Cowansville (Québec) Éditions Yvon Blais inc., 1994-				
	190617	1	26/02/2014	26/02/2015
	Éditions Yvon Blais			79.70 \$
L'écho abitibien. -- / 08440905 / Val-d'Or : [s.n.], 1950-				
	191786	1	12/12/2014	12/12/2015
	Écho Abitibien			65.60 \$
ENR. -- / 08919526 / [New York, N.Y. : McGraw-Hill], c1987-				
	190819	1	01/04/2014	02/04/2015
	McGraw Hill Inc.			89.00 \$
Espace Montréal = Space Montréal. -- / 11885831 / Montréal : Publications Espace Montréal Itée, 1992-				
	191701	1	01/11/2014	01/11/2015
	Publications Espace Montréal			57.49 \$
La Frontière. -- / 08368317 / Rouyn : [s.n.], 1979-				
	191345	1	15/08/2014	14/08/2015
	Frontière Inc. (La)			65.60 \$
The gazette. -- / 03841294 / Montreal : [s.n.], 1867-				
	190896	2	04/03/2014	18/03/2015
	The Gazette			772.36 \$
Gazette officielle du Québec. Partie 2, Lois et règlements = Québec official gazette. Part 2, Laws and regulations. -- / 07035721 / Québec : Éditeur officiel du Québec, 1973-				
	192379	1	07/03/2015	07/03/2016
	Les Publications du Québec Service à la clientèle			656.00 \$
La gestion des accidents du travail au Québec : guide de l'employeur. -- / Toronto, Ontario : Carswell, 1992-				
	192415	1	01/01/2015	31/12/2015
	Éditions Yvon Blais			100.75 \$
Gestion : revue internationale de gestion. -- / 07010028 / Laval, Québec : La Revue, 1976-				
	191749	1	01/09/2014	01/09/2015
	Revue Gestion Ecole des Hautes Etudes Commerciales			121.88 \$
Harvard business review. -- / 00178012 / Boston : Graduate School of Business Administration, Harvard University, 1922-				
	191915	1	01/12/2014	01/12/2015
	Harvard Business School Press			156.85 \$

Le Journal de Montréal. -- / 08395179 / Montréal : Société de publication du Journal de Montréal, 1964-				
	190893	2	02/05/2014	11/05/2015
	Quebecor Media inc.			526.14 \$
Journal des débats de la Commission permanente de l'économie et du travail. -- / 08230102 / [Québec] : Assemblée nationale, 1997-				
	191631	1	15/10/2014	15/10/2015
	Assemblée nationale du Québec Distribution des documents parlementaires			115.00 \$
Journal des débats de l'Assemblée / Assemblée nationale. -- / 08230102 / Québec : L'Assemblée, 1997-				
	191632	1	15/10/2014	15/10/2015
	Assemblée nationale du Québec Distribution des documents parlementaires			166.69 \$
Journal of applied measurement. -- / 15297713 / Maple Grove, Minn. : [s.n.], c2000-				
	192048	1	01/01/2015	31/12/2015
	EBSCO Canada Ltd contact: Dorothy Medynski Pour facturation: Joy Benefield Patron : Fabien Verdier			246.84 \$
Lois du Québec. -- / Québec : Éditeur officiel du Québec, 1978-				
	191078	1	01/01/2014	31/12/2014
	Les Publications du Québec Service à la clientèle- abonnements			315.00 \$
Lois du travail = Labour laws (mise à jour)				
	192183	2	01/01/2015	31/12/2015
	Wilson & Lafleur Ltée			139.66 \$
La maison du 21e siècle. -- / 14884712 / Saint-Adèle [Québec] : Éditions du 21è siècle, [1994]-				
	191242	1	01/08/2014	31/07/2015
	Maison du 21e siècle			14.95 \$
Manuel de paie canadien / Groupe de conseillers en paie de Carswell, Annie Chong ... [et al.] ; rédactrices-paie, Sheila Brawn, Kim Burgess. / Scarborough, Ont. : Thomson Carswell, 1995-				
	191493	1	01/08/2014	01/08/2015
	Carswell			925.05 \$
Manuel de preuve pénale / Jean-Guy Boilard. -- / Cowansville, Québec : Éditions Yvon Blais, [1991]-				
	192403	1	01/01/2015	31/12/2015
	Éditions Yvon Blais			595.90 \$
Marshall valuation service / Marshall and Swift Publication Company. -- / Los Angeles : Marshall & Swift, 2010?-				
	191239	1	01/09/2014	30/08/2015
	Marshall & Swift			573.20 \$
Mémoire de frais : législation annotée / Marc Léger. -- / Cowansville, Québec : Éditions Yvon Blais, c2005-				
	193106	1	01/01/2015	31/12/2015
	Éditions Yvon Blais			518.25 \$
Les mesures disciplinaires et non disciplinaires dans les rapports collectifs du travail / Linda Bernier ... [et al.]. -- / Cowansville, Québec : Éditions Yvon Blais, c2009-				
	192146	1	01/01/2015	31/12/2015
	Éditions Yvon Blais			459.55 \$
The Nation. -- / 12062642 / Montréal : Beesum Communications, 1993-				
	190866	1	01/06/2014	31/05/2015

	Beesum Communications a/s Claire MacKinnon			60.00 \$
Native law / Jack Woodward. -- / Toronto : Carswell, 1989-				
	192177	1	01/01/2015	31/12/2015
	Carswell			2,742.43 \$
Normes : ouvrages routiers / [préparé par le Ministère des transports]. -- / Québec : Publications du Québec, 1992-				
	193107	1	01/11/2015	01/11/2016
	Ministère des transports du Québec			272.23 \$
The Northern miner. -- / 00293164 / Toronto : Northern Miner Press, 1915-				
	192418	1	01/12/2014	01/12/2015
	Northern Miner			126.00 \$
Le nouvelliste. -- / 08320934 / Trois-Rivières, Québec : Compagnie de publication Le Nouvellistes, 1920-				
	191556	1	29/08/2014	29/08/2015
	Le Nouvelliste			258.88 \$
La presse. -- / 03179249 / Montréal : [s.n.], 1884-				
	193067	1	03/04/2015	01/04/2016
	La Presse Limitée			564.38 \$
Problèmes économiques. -- / 00329304 / Paris : La Documentation française, 1948-				
	192134	1	22/10/2014	22/10/2015
	EBSCO Canada Ltd contact: Dorothy Medynski Pour facturation: Joy Benefield Patron : Fabien Verdier			23.39 \$
Projet de loi no ... : ... : présentation / Assemblée nationale. -- / [Québec?] : Éditeur officiel du Québec.				
	193070	1	08/06/2015	07/06/2016
	Les Publications du Québec Service à la clientèle- abonnements			270.19 \$
Psychotropes : revue internationale des toxicomanies. -- / 12452092 / Paris : Masson, 1995-				
	189957	1	01/01/2014	31/12/2014
	EBSCO Canada Ltd contact: Dorothy Medynski Pour facturation: Joy Benefield Patron : Fabien Verdier			157.42 \$
Relations de travail / Équipe de rédaction, Me Jean-Yves Brière avec la collaboration de Me Jean-Pierre Villaggi et les rédacteurs des Publications CCH Ltée. -- / Brossard, Québec : Publications CCH Ltée.				
	191076	1	01/06/2014	01/06/2015
	Publications CCH Ltée			1,379.70 \$
Relations industrielles = Industrial relations. -- / 0034379X / Québec : Département des relations industrielles, 1950-				
	192274	1	01/01/2015	31/12/2015
	Département des relations industrielles Université Laval			172.46 \$
Répertoire des ressources en toxicomanie au Québec. -- / [Montréal] : Association des intervenants en toxicomanie du Québec, [1996]-				
	192986	1	01/01/2015	31/12/2015
	Association des intervenants en toxicomanie du Québec			70.70 \$
Residential cost handbook / Marshall and Swift Publication Company. -- / Los Angeles : Marshall & Swift, 1993-				
	191240	1	01/09/2014	30/08/2015
	Marshall & Swift			309.95 \$

Résumés de droit pénal. -- / 14964899 / Montréal : Éd. Yvon Blais, 2001-				
	192749	1	01/02/2015	01/01/2016
	Éditions Yvon Blais			250.35 \$
Revue d'arbitrage et de médiation = Journal of arbitration and mediation. -- / 19236794 / Cowansville, Québec : Éditions Yvon Blais ; Toronto : Carswell, [2010]-				
	191225	2	01/06/2014	31/05/2014
	Éditions Yvon Blais			333.32 \$
Revue de droit. -- / 03179656 / [Sherbrooke, Québec] : Faculté de droit, Université de Sherbrooke, 1970-				
	192734	1	31/01/2015	31/12/2015
	Université de Sherbrooke Faculté de droit			82.70 \$
La revue du barreau. -- / 0383669X / Montréal : Barreau du Québec, 1969-				
	191702	1	06/10/2014	06/10/2015
	Éditions Yvon Blais			150.56 \$
La revue du notariat. -- / 00352632 / Outremont : Chambre des notaires du Québec, 1898-				
	192085	1	22/10/2014	21/10/2015
	Éditions Yvon Blais			109.17 \$
Revue générale de droit. -- / 00353086 / Ottawa : Section de droit civil de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa, 1970-				
	192801	1	01/01/2015	31/12/2015
	Wilson & Lafleur Ltée			86.23 \$
Revue juridique Thémis. -- / 05567963 / Montréal : Éditions Thémis, 1970-				
	190914	2	01/04/2014	01/04/2015
	Éditions Thémis Université de Montréal Faculté de droit			96.00 \$
Santé et sécurité au travail / Murielle Drapeau, Richard Mailhot et les rédacteurs des Publications CCH Ltée.. -- / aFarnham : Publications CCH/FM Ltée, 1982-				
	192179	3	01/01/2015	01/01/2016
	Publications CCH Ltée			4,164.30 \$
La société par actions au Québec / Paul Martel. -- / Montréal : Éditions Wilson & Lafleur, Martel, c2011-				
	192180	1	01/01/2015	31/12/2015
	Wilson & Lafleur Ltée			1,143.50 \$
Tableau des modifications et index sommaire des Règlements refondus du Québec du -- / 0714749X / [Québec] : Éditeur officiel du Québec, 1985-				
	192803	1	01/04/2015	01/04/2016
	Les Publications du Québec Service à la clientèle- abonnements			147.00 \$
Training. -- / 00955892 / New York : Gellert, 1974-				
	192045	2	01/01/2015	31/12/2015
	EBSCO Canada Ltd contact: Dorothy Medynski Pour facturation: Joy Benefield Patron : Fabien Verdier			528.32 \$
Travail et santé. -- / 08290369 / Napierville, [Québec] : Groupe de communications Sansectra, 1985-				
	192425	2	01/01/2015	31/12/2015
	Groupe de communications Sansectra			85.00 \$

Tribunaux administratifs du Québec : règles et législation annotées / Madeleine Lemieux. -- / Cowansville, Québec : Éditions Yvon Blais, c2002-				
	191121	1	01/04/2014	31/12/2014
	Éditions Yvon Blais			141.60 \$
La tribune. -- / 08323194 / Sherbrooke [Québec : s.n.], 1910-				
	191530	1	16/08/2014	15/08/2015
	Tribune Ltée			231.98 \$

Accès à des bases de données et documents en version électronique

Titre / ISSN / Publication				
	N° abonnement	Exemplaire(s)	Date de début	Date de fin
	Fournisseur			Prix payé
L'actualité économique [ressource électronique]. -- / Montréal : École des Hautes Études Commerciales, 1925-				
	191997	1	01/01/2015	31/12/2015
	Érudit - Abonnements Centre d'édition numérique / Université de Montréal			140.27 \$
Les affaires [ressource électronique]. -- / Montréal : [Publications Les Affaires]				
	190996	1	01/05/2014	01/10/2014
	zinio.com			68.97 \$
Alter ego [ressource électronique] : code de procédure civile du Québec en ligne. -- / Montréal : Société québécoise d'information juridique, 200?-				
	191204	1	01/06/2014	31/05/2015
	Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)			919.80 \$
Citation : travaille pour vous [ressource électronique]. -- / Québec, Québec : Novaxis solutions, 200?-				
	191486	1	01/08/2014	31/07/2015
	NOVAXIS			914.05 \$
Avantages : [ressource électronique] : le magazine de la gestion des caisses de retraite et des avantages sociaux au Québec. -- / Toronto : Maclean Hunter, 1994-				
	192103	1	11/11/2014	11/11/2015
	Zinio			63.24 \$
Bureau du surintendant des faillites [ressource électronique]. -- / Ottawa, Ont. : BSF, 2012.				
	192374	1	01/12/2014	01/12/2015
	Bureau du surintendant des faillites Canada			208.00 \$
Les cahiers de droit [ressource électronique]. -- / 19188218 (version imprimée) / Québec : Université Laval, Faculté de droit, 1954-				
	191895	1	01/12/2014	01/12/2015
	Érudit - Abonnements Centre d'édition numérique / Université de Montréal			79.33 \$
Le Catalogue.ca : la référence des coûts de la rénovation et construction [ressource électronique]. -- / Montréal : les Services informatisés, 200?-				
	191103	1	01/05/2014	01/05/2015
	Services Automatisés			454.15 \$

Quicklaw [ressource électronique]. -- / Montréal : LexisNexis Canda, [2006]-				
	192150	3	01/12/2014	01/12/2015
	LexisNexis Canada Inc.			2,874.00 \$
Convention de la Baie-James et du Nord québécois et conventions complémentaires [ressource électronique]. -- / Québec : Publications du Québec, 1978-				
	192412	1	01/01/2015	31/12/2015
	Les Publications du Québec Service à la clientèle			39.95 \$
Le courrier parlementaire [ressource électronique] : journal indépendant sur l'Assemblée nationale et le gouvernement du Québec / Denis Massicotte, éditeur, Jean Plourde, journaliste. -- / Québec : Courrier parlementaire, [1999]-				
	192326	1	01/01/2015	31/12/2015
	Le Courrier Parlementaire a/s Les Publications Mass-Media			2,242.01 \$
Droit du travail express [ressource électronique]. -- / 19184328 / Montréal : Société québécoise d'information juridique, c2013-				
	192626	1	01/01/2015	31/12/2015
	Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)			715.00 \$
Le droit immobilier [ressource électronique]. -- / Charlesbourg, Québec : GDL crédit ressources Québec, 201?-				
	191164	1	10/07/2014	09/07/2015
	GDL crédit ressources Québec			650.00 \$
Le Droit sur mon ordi [ressource électronique]. -- / Montréal : Gesca, 2010-				
	190916	1	01/01/2014	31/12/2014
	Le Droit			27.60 \$
The Economist [ressource électronique]. -- / Londres: Economist Group, 2008-				
	192809	1	04/02/2015	04/02/2016
	Economist Publications Ltd.			158.65 \$
e-CPS [ressource électronique]. -- / 0317-2813 / Toronto : Association des pharmaciens du Canada, c2004-				
	192405	3	01/01/2015	31/12/2015
	Association des pharmaciens du Canada			1,832.25 \$
L'express [ressource électronique]. -- / Montréal : Société québécoise d'information juridique, c2013-				
	192632	1	01/01/2015	31/12/2015
	Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)			1,115.00 \$
Le failli [ressource électronique]. -- / Charlesbourg, Québec : GDL crédit ressources Québec, 201?-				
	191158	1	10/07/2014	09/07/2015
	GDL crédit ressources Québec			425.00 \$
Guide pratique sur l'accès et la protection de l'information [ressource électronique] / de l'Association sur l'accès et la protection de l'information ; rédactrices pour l'AAPI, Diane Poitras et Mélanie Vincent. -- / Cowansville, Québec : Éditions Yvon Blais, c2006-c2012.				
	192625	1	17/01/2015	17/01/2016
	Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)			1,000.00 \$
Registraire des entreprises [ressource électronique]. -- / [Québec] : Revenu Québec, [2014].				
	191537	1	01/08/2014	30/07/2015
	Régistraire des entreprises Service des communications			1,645.00 \$

IT Pro [ressource électronique]. -- / Nashua, NH : Skillsoft, 2002-				
	190871	5	31/03/2014	30/03/2015
	Skillsoft			6,847.10 \$
Juris.doc [ressource électronique] : documentation juridique. -- / Montréal : Société québécoise d'information juridique, 2003-				
	192768	1	01/01/2015	31/12/2015
	Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)			9,004.88 \$
Légis Québec [ressource électronique]. -- / Québec : Publications du Québec, c2003-				
	192785	2	29/01/2015	29/01/2016
	Les Publications du Québec Service à la clientèle			2,385.00 \$
Loi et règlements sur les régimes complémentaires de retraite [ressource électronique] : extraits commentés / [Comité de rédaction Luce Gobeil ... et al. ; collaboration à la conception et à la rédaction André Lorquet, Renée Madore, Mario Marchand]. -- / Québec : Régie des rentes Québec, [2005]-				
	192925	1	01/04/2015	31/03/2016
	Régie des rentes du Québec Direction des communications			600.00 \$
Pc magazine [ressource électronique]. -- / New York, N.Y. : PC Communications, 201?-				
	191527	1	01/08/2014	01/08/2015
	Zinio			25.23 \$
Nouveau projet [ressource électronique]. -- / 19278039 (version imprimée) / Montréal : Atelier 10, 2012-				
	190868	1	01/02/2014	01/02/2015
	Atelier 10 inc.			33.34 \$
Plumitifs [ressource électronique] : documentation juridique. -- / Montréal : Société québécoise d'information juridique, 2003-				
	192769	1	01/01/2015	31/12/2015
	Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)			17,356.68 \$
La Presse sur mon ordi [ressource électronique]. -- / Montréal : Gesca, 200?-				
	192810	1	01/01/2015	31/12/2015
	Éditions La Presse			27.60 \$
Recherches amérindiennes au Québec [ressource électronique]. -- / Montréal : Recherches amérindiennes au Québec, 2009-				
	191967	1	01/01/2015	31/12/2015
	Érudit - Abonnements Centre d'édition numérique / Université de Montréal			189.71 \$
La référence [ressource électronique]: inspirée par votre pratique. / Montréal : Yvon Blais, [201?].				
	192623	1	01/01/2015	31/12/2015
	Éditions Yvon Blais			6,225.90 \$
Le Registre foncier du Québec en ligne [ressource électronique] : aide à la consultation. -- / [Québec] : Ressources naturelles et faune Québec, [2006].				
	191526	1	01/08/2014	01/08/2015
	Registre foncier du Québec			497.00 \$
Revue des sciences de l'éducation [ressource électronique]. -- / Montréal : Revue des sciences de l'éducation, 1975- .				
	191968	1	01/01/2015	31/12/2015

	Érudit - Abonnements Centre d'édition numérique / Université de Montréal			298.94 \$
La Semaine commerciale [ressource électronique]. -- / Laval : Groupe Echo, 200?-				
	190919	1	14/02/2014	13/02/2015
	Groupe Echo			373.67 \$
Harvard business review [ressource électronique]. -- / Boston, MA : Harvard Business Publishing, 201?-				
	192589	1	01/12/2014	01/12/2015
	Zinio			156.85 \$

SOURCE : Commission de la construction du Québec
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG26

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucune dépense n'a été encourue pour 2014.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG27

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

Le nom du site Web :
ccq.org

Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site :
Cossette créatif (Québec).

Les coûts de construction du site :
32 700 \$

Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :
0 \$

Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement), ainsi que mise à niveau du CMS :

1. Mise à niveau avec l'intégration de la nouvelle version du gestionnaire de contenu :
10 276 \$ (2014)

Fréquence moyenne de mise à jour : entre 15 à 20

Responsable du contenu du site : Commission de la construction du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG28

Nominations, depuis le 1^{er} avril 2014, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) les contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

Aucune nomination de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs ou autres.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

de fiche : RG29

Pour 2014-2015, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

Sans objet

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

de fiche : RG30

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d’accès à l’information en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 : a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d’accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d’accès à l’information; c) le nombre total de demandes reçues; d) le nombre total de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

L’information concernant les demandes d’accès à l’information sera présentée au *Rapport annuel de gestion 2014* de la Commission de la construction du Québec (CCQ).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

de fiche : RG31

La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2014-2015 :

- a) le coût (déplacements, etc.);
- b) le nombre de ressources affectées;
- c) le nombre de rencontres;
- d) le nombre d’ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

Sans objet.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG32

La liste des ententes et leur nature, signées en 2014-2015 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG33

Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE : Commission de la construction du Québec
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG34

Tel que le mentionne la *Politique de financement des services publics*, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2015-2016.

Sans objet.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

de fiche : RG35

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2014-2015 et les prévisions 2015-2016.

La Commsission de la construction du Québec n’est pas assujetti à la *Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d’État*.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG36

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les prévisions 2015-2016 et 2016-2017, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune somme en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement reçue par la Commission de la construction du Québec en 2014-2015.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG37

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Le montant total des primes au rendement et des bonis : 0 \$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

de fiche : RG38

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d’état, établissements, bureaux, organismes de l’état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l’année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Les primes de départ pour l’année financière 2014-2015 : 293 732 \$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

de fiche : RG39

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l’année financière 2014-2015, le montant total et la ventilation par catégorie d’emploi des augmentations de salaire.

La seule augmentation de salaire consentie entre le 1^{er} avril 2014 et le 31 mars 2015 est de 1 % en date du 31 mars 2015, et ce, pour toutes les catégories d’emploi.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

de fiche : RG40

Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu’aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l’organisme.

Sans objet (Le personnel de la CCQ ne fait pas partie de la fonction publique)
--

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

de fiche : RG41

Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés; c) boni ou prime relié au déplacement de la fonction.
--

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

de fiche : RG42

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Sans objet

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

de fiche : RG43

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Cette question ne semble non pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG44

Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2014-2015 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2015-2016. Pour chacun de ces programmes existants en 2014-2015, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2015-2016, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

de fiche : RG45

Liste des situations en 2014-2015 où s’est appliqué le principe du cran d’arrêt, tel qu’il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

de fiche : RG46

Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés à l’élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord en 2014-2015 et prévisions pour 2015-2016.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG47

Ventilation du budget du ministère consacré à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord pour 2014-2015 et prévisions pour 2015-2016.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

de fiche : RG48

Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 qui ont fait l’objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l’organisme d’autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l’article 17 de la <i>Loi sur les contrats des organismes publics</i>. <u>Indiquer si oui ou non le ministère ou l’organisme compile cette information et sous quel format.</u> <u>Si oui, fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :</u> a) le nombre d’autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e); c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; d) le montant accordé; e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire; f) les motifs de la demande; g) tout rapport d’évaluation, de vérification ou d’enquête produit concernant un de ces contrats.

Ces informations sont disponibles sur le système électronique d’appel d’offres du gouvernement du Québec : ghttps://seao.ca.

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG49

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques;
- d) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.

A) Dépenses opérationnelles de la Direction des ressources informatiques

DESCRIPTION DE COMPTES	RÉEL 2014 Du 1 ^{er} jan au 31 décembre
Charges reliées aux effectifs	9 725 421 \$
Administration	220 856 \$
Entretien équipements et logiciels	1 703 293 \$
Téléphonie (filaire et sans fil)	816 868 \$
Autres frais	162 906 \$
Services professionnels (consultants informatiques)	4 934 630 \$
TOTAL	17 563 974 \$

Les infrastructures et les systèmes informatiques doivent évoluer vers un environnement plus moderne et plus robuste visant à améliorer la qualité du service à la clientèle et augmenter l'efficacité des opérations. La croissance des charges d'opération totales au cours des trois années s'explique essentiellement de la façon suivante :

- Charges reliées aux effectifs :
Comblement de postes budgétés laissés vacants, ajout de nouveaux postes pour être en mesure de gérer la transformation informatique en cours (de systèmes maison vers des progiciels clefs en main ; architecture; nouveaux outils; sécurité informatique) et croissance des salaires.
- Équipements et entretien des logiciels :
Renouvellement des licences pour l'ordinateur central en 2014. En 2015, nouveaux contrats de maintenance pour le nouvel ordinateur central et le nouveau système de gestion des appels, renouvellement des contrats de licences et de sécurité.
- Téléphonie :
En 2015, nouveau contrat suite à un appel d'offres public pour la maintenance de la solution de téléphonie et ajout de classe de service pour le réseau WAN.
- Services professionnels :
La croissance est liée aux dépenses non capitalisables encourues pour soutenir le portefeuille de projets que la CCQ s'est donnée pour moderniser ses systèmes.

B) Les grands dossiers en cours

Le plan stratégique 2015-2019 de la CCQ prévoit la réalisation d'un portefeuille de projets imposant s'articulant autour des 4 grands axes stratégiques suivants :

- Améliorer la conformité;
- Améliorer l'expérience client;
- Augmenter la performance organisationnelle;
- Veiller à la continuité des affaires.

La Direction des ressources informatiques supporte les besoins d'affaires internes du personnel de la CCQ, mais surtout les besoins en technologies de l'information de l'ensemble de l'industrie de la construction du Québec. Nos infrastructures TI doivent donc supporter, sur une base régulière, les services pour nos employés, les 161 000 travailleurs, près de 25 000 employeurs et nos partenaires de l'industrie. Pour y parvenir, nous avons 80 systèmes d'information qui doivent être disponibles, sécuritaires et fiables pour nos clients.

En fait, au cours des cinq prochaines années, nous allons entreprendre une mise à niveau majeure de ces 80 systèmes informationnels soutenant la réalisation de la mission de la CCQ. Des investissements importants sont donc requis. La priorisation du portefeuille de projets a été faite pour 2015 et environ 20 projets sont priorisés. La santé du portefeuille de projets fait l'objet d'un suivi rigoureux. Il faut souligner que les projets 2015 de la CCQ ont une composante technologique importante.

D) Nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques

Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec. www.seao.ca

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG50

- | |
|--|
| <ul style="list-style-type: none">a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu. |
|--|

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">a) Pour la masse salariale, la réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.b) Les indemnités de retraite pour l'année financière 2014-2015 s'élèvent à 325 102 \$ pour les cadres, 24 258 \$ pour les employés professionnels et 549 767 \$ pour les employés syndiqués. |
|---|

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

de fiche : RG51

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d’état, établissements, bureaux, organismes de l’état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d’absentéisme.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec (CCQ) n’est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

de fiche : RG52

Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l’annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l’information relative aux actions dans le cadre :

- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction au minimum 2 % de leur niveau d’effectifs;
- b) du chantier sur la révision et l’optimisation des structures et des organismes de l’État;
- c) d’autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération ;
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d’encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2015-2016.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

de fiche : RG53

Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2014-2015 en vue d’atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

L’information sera présentée au *Rapport annuel de gestion 2014* de la Commission de la construction du Québec (CCQ).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

de fiche : RG54

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d’évaluation, de vérification, d’enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet ;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé ;
- c) les coûts reliés à sa réalisation ;
- d) le nom de l’organisme ou de la firme externe, s’il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s’il découle d’une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Cette question semble non pertinente à l’exercice d’étude des crédits.